

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17975

Proposition au préfet d'organiser une table ronde de toutes les personnes concernées par la crise de l'emploi chez les jeunes

Le PCR appelle à une large concertation

Les jeunes en lutte pour l'emploi, la route en mer dite route du littoral et la menace sur la filière canne, autant de sujets sur lesquels le PCR veut informer la population. Sur la situation urgente de la jeunesse en lutte, le Parti propose au préfet de réunir dans les 24 heures une conférence regroupant les jeunes, les associations de chômeurs, les syndicats et les élus pour qu'ensemble, tout le monde puisse réfléchir à des solutions pérennes pour faire face à la pénurie d'emplois.



Maurice Gironcel, Yvan Dejean et Fabrice Hoarau

Maurice Gironcel, Yvan Dejean et Fabrice Hoarau ont représenté le Parti communiste réunionnais lors d'une conférence de presse organisée ce jeudi à Saint-Denis.

Première question à l'ordre du jour : les manifestations des jeunes. Yvan Dejean a exposé la position du PCR.

« On voit des jeunes manifester, par

leur cri de révolte solliciter du travail et ce n'est pas la première fois que cela arrive », indique le dirigeant communiste. Il rappelle les précédents de 2012 et 2013. « On a

été les premiers à alerter l'opinion publique ». L'INSEE dit que la situation sociale est hors norme. Avec 60 % des jeunes au chômage, comment s'étonner du mouvement actuel, indique le PCR. Car le nombre de chômeurs reste autour de 174.000.

Annonce explosive de François Hollande

« Cette situation perdure, et tous les ans s'ajoutent 10.000 bacheliers. En plus depuis 2007, nous subissons les effets d'une crise à l'échelle du monde », dit en substance Yvan Dejean. « Nous avons en plus une politique en France dont le leitmotiv est l'austérité. 50 milliards d'économies sur 3 ans, qui vont impacter les collectivités. C'est la raréfaction des crédits, de la commande publique, de l'investissement et une croissance qui ne redémarre pas.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu l'événement particulier qui a tout déclenché. C'est la visite du chef de

l'État le 21 août. Il a annoncé 40.000 emplois en transférant sur les maires la responsabilité des embauches.

« Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Les jeunes défient les maires, la classe politique, ils sont au département, au conseil régional. Ils sont devant 2 grandes mairies, Saint-Denis et Saint-Paul », poursuit Yvan Dejean qui constate que « tout le monde est sur la défensive avec des tentatives de composer. Mais il n'y a pas de solution et attention à ce qu'il y ait plus de démagogie, précise le responsable du PCR.

Avec 174.000 chômeurs, et même si les 40.000 emplois étaient mis en œuvre maintenant, il reste 134.000 chômeurs.

Initiative sous 24 heures

« Nous proposons une initiative sous les 24 heures pour réguler la crise actuelle ». C'est une réunion personnes concernées pour débattre d'une solution immédiate. « Il serait juste que cela soit l'État qui

organise ce regroupement des élus, des jeunes, des syndicats pour répondre à la crise actuelle et pour que chacun puisse dire son point de vue sur les solutions à moyen et long terme », souligne Yvan Dejean, car l'emploi est une compétence de l'État.

Maurice Gironcel rappelle que le candidat Hollande est venu à La Réunion en 2012 et qu'il déclarait au sujet des manifestations de février 2012 : « je comprends l'exaspération légitime des jeunes ». Il dit que l'on ne peut pas laisser croire que seuls les élus pourront régler le problème... la Région a beaucoup plus de moyens que les communes, que peut elle faire ? Le conseil général peut-il faire face ? D'où le rappel de la proposition du PCR : « la campagne électorale est terminée, mettons-nous au travail. Nous demandons au préfet d'organiser cette concertation urgente, au-delà des clivages politiques ».

M.M.

Vers la plus grave crise économique, sociale et environnementale de l'histoire de La Réunion

Canne à sucre : rien n'est réglé

L'effondrement du prix du sucre en Europe et l'objectif des betteraviers d'être au niveau de compétitivité du Brésil remettent en cause les annonces de François Hollande.

Le problème de la filière canne est toujours en suspens, rappelle Yvan Dejean. Pour sauver la filière, les chiffres sont connus. Il faut maintenir les 90 millions d'euros de la solidarité nationale et y ajouter 38 millions d'euros, sous réserve de l'accord de Bruxelles. C'est un total de 128 millions d'euros.

« Aujourd'hui le monde agricole n'est pas rassuré car aucun engagement écrit ne donne l'assurance que ces 38 millions d'euros seront acquis », rappelle Yvan Dejean. Or, les dernières nouvelles annoncent d'une part l'effondrement du prix du sucre en Europe. Et d'autre part, en termes de compétitivité, les producteurs de betteraves se rapprochent des niveaux du Brésil.

Si 38 millions suffisaient à compenser sur la base des informations d'il

à quelques mois, qu'en sera-t-il en 2017 demande le PCR. Cette somme sera-t-elle suffisante pour permettre de continuer à écouler le sucre réunionnais ?

Faut-il poser le problème et dire

qu'il faut doubler et être à 76 millions d'euros d'aide supplémentaire pour compenser le manque de compétitivité ?

Autant dire que rien n'est réglé.



Pendant que la coupe se poursuit, les incertitudes restent.

Edito

Que la bonne conscience de la société réunionnaise réponde vite aux jeunes qui souffrent de l'absence d'emploi

Les jeunes se sont mis en mouvement revendicatif. Aussitôt, la bonne conscience de la société tente d'organiser des contre-feux. Les Députés qui ont accordé leur confiance à la nouvelle politique du gouvernement ainsi que les 2 autres qui ont préféré laisser faire n'ont-ils pas le devoir d'expliquer aux jeunes sans emploi les bienfaits qu'ils doivent attendre de leur vote décisif? Et, selon quel calendrier?

Hier, une Députée de Saint Denis a expliqué que François Hollande s'est trompé lors de sa visite en avançant le chiffre de 40.000 emplois d'avenir. Il y a un mois, ni l'entourage immédiat du président de la République, ni les 7 députés n'avaient cru nécessaire de faire un correctif des propos présidentiels. Il a fallu attendre les manifestations de jeunes pour qu'une élue se permette de dire que le Président avait voulu parler de 40 000 emplois aidés. Pour qui se prend-elle?

Or, même le Préfet ne s'est pas permis de corriger ce que tout le monde peut voir et entendre sur le site de la Présidence, maintenant. Par 3 fois, François Hollande parle de 40 000 contrats emploi d'avenir. A la télé, Jean Marc Colliène lui fait préciser. Il n'en démord pas et souligne qu'il parle bien de 40 000 emplois en contrat d'avenir, subventionnés à 90%. Il reste donc aux Collectivités et associations 10% à trouver.

La CGTR a tenu une Conférence de Presse avec des jeunes qui demandent de respecter la parole présidentielle. Quoi de plus normal? Les jeunes ont marre d'attendre. Un simple rappel

pour ceux et celles qui ont la mémoire courte. En février 2012, 5 semaines avant la visite de François Hollande et de plusieurs autres candidats venus en terre réunionnaise pour racoler des voix, les jeunes avaient manifesté et causé des dégâts matériels, notamment à Saint Denis. Les pouvoirs publics ont fait appel à la répression et plus de 100 jeunes ont été déférés. Seul Témoignages avait titré: "libérez les jeunes".

Julie Pontalba avait tenté d'organiser la solidarité, notamment lors des procès des personnes incarcérées arbitrairement. Une lettre a été adressée aux prétendants à la fonction suprême afin d'obtenir la grâce présidentielle, comme signe d'apaisement. Nous nous rappelons parfaitement de la position de chacun. Sarkozy avait déclaré son refus, Hollande avait dit comprendre les jeunes manifestants, sans plus. La mère d'un handicapé, injustement incarcéré, avait accompagné une délégation au meeting du Port pour remettre à Mélenchon la lettre-pétition dans le but qu'il en fasse écho en public. Même lui n'en a donné aucune suite.

Ces jeunes sont certainement libérés, aujourd'hui. Ont-ils trouvé un emploi? Quel parcours leur a-t-on promis pour s'insérer dans "la bonne société", au nom de laquelle les juges ont frappé fort? Que les représentants de cette bonne société répondent vite! Le temps presse pour qui souffrent de la mauvaise politique actuelle.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication : 1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud •
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
email : temoignages@wanadoo.fr
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
email Avis, Abonnement : avis.temoignages@wanadoo.fr

La réponse de Région Réunion à Paul Vergès confirme bien l'impasse

Route en mer : les populations concernées par les projets de carrière et leurs élus ont la décision en main

Lors de la conférence de presse du PCR de ce jeudi 25 septembre, Fabrice Hoarau a évoqué un autre sujet d'actualité : la route en mer. La réponse rapide de la Région Réunion aux révélations de Paul Vergès confirme bien l'impasse face à laquelle se trouvent les promoteurs de ce gaspillage.

« Suite à la conférence de presse du sénateur Paul Vergès, la réponse de la Région ne s'est pas faite attendre », souligne Fabrice Hoarau, secrétaire général du PCR. « Paul Vergès a dit que des contrats avec des fournisseurs sont déjà passés pour l'importation de matériaux ». 18 millions de mètres cubes de pierres sont nécessaires pour faire cette digue.

Le PCR a donc tiré les enseignements de ces nouveaux éléments dans un communiqué présenté par le dirigeant communiste.

Dans sa réponse, Dominique Fournel, vice-président de la Région délégué à la route en mer, confirme que des négociations ont été menées pour récupérer des matériaux à Madagascar. Propositions par retenues dit l'élu, car la Région ne veut pas importer des pierres d'ailleurs. Selon la version de Didier Robert, les carrières et les andains suffiront.

« Or, rien ne peut aller dans le sens de la Région, car le plan des carrières n'est pas modifié, et donc aucune nouvelle carrière n'est encore créée », affirme Fabrice Hoarau. Et de souligner que « si les populations riveraines et les élus maintiennent leur opposition, il n'y aura pas de carrière ». Le responsable du PCR rappelle les nuisances bien connues de ce type d'installation. Elle génère des quantités considérables de poussières qui s'ajoutent au balai incessants des camions.

Au plus tôt, une première réponse sera donnée à la demande de la Région Réunion en avril ou mai 2015, alors « comment envisager de lancer un projet comme une route en mer sans avoir les matériaux à La Réunion ? . Comment alors ne pas croire la rumeur de négociations d'importation de matériaux ? » interroge Fabrice Hoarau.

« Il est évident qu'il y a eu des dis-

cussions pour l'approvisionnement. Mettons les cartes sur la table pour être clair ».

Pour le PCR, l'enjeu est immense. Toutes les villes de La Réunion sont embouteillées. A coup de 18000 à 20000 voitures qui entrent tous les ans dans notre île, cela veut dire entre 150 et 250 km d'embouteillages en plus par an. Dans 10 ans, ce sera le coma circulatoire, estime le PCR. Le temps se perd en voulant faire cette route du littoral dont la facture est déjà passée de 1,6 milliards à 1,950 milliard pour 12

kilomètres sans compter l'entrée de Saint-Denis à plus de 400 millions. Si cette voie est poursuivie, il n'y aura plus d'argent pour construire un transport collectif alternatif à la route.

Le PCR est « tout à fait d'accord avec Mme la ministre qui disait que l'on ne peut pas mettre 900 millions dans une autoroute de 60 kilomètres » dit Fabrice Hoarau. C'est encore plus vrai ici et « C'est une erreur majeure de lancer la construction de cette route en mer dite nouvelle route du littoral.

Le communiqué du PCR

Importation de matériaux pour la route en mer : Dominique Fournel confirme

Le PCR tire les enseignements de la réponse de la Région Réunion aux révélations de Paul Vergès dans un communiqué reproduit ci-après.

Lors d'une conférence de presse tenue mardi dernier, le sénateur Paul Vergès a révélé que des contacts étaient établis avec des fournisseurs extérieurs à La Réunion pour importer des matériaux.

Par la voix de l'élu en charge du dossier Dominique Fournel, la Région confirme et précise que « la Région a effectivement eu des propositions d'entrepreneurs présents sur le marché malgache... ».

Certes, Dominique Fournel indique que ces propositions n'ont pas été retenues, la Région ne souhaitant pas de matériaux importés... Pour l'instant ? Il explique en effet que la Région considère que les ressources en quantités et qualité suffisantes sont disponibles à La Réunion.

C'est bien là tout le

problème. Tout le monde peut constater qu'actuellement, les conditions pour l'exploitation des carrières identifiées par la Région ne sont pas réunies.

Si les populations riveraines et les communes concernées maintiennent fermement leur opposition, que fera la Région ? Renoncera-t-elle à ce projet aberrant ? ou alors décidera-t-elle de recourir à l'importation ?

En tout cas, le fait que les entreprises s'y préparent est lourd de signification.

Quant à la question des prix, M. Fournel reconnaît des prix plus élevés de 25 %... Cette question reste entière dans l'attente des précisions qui seront apportées ultérieurement.

Une catastrophe sanitaire

Les Européens pollués par l'air

Près de 90 % des citoyens de l'Union européenne (UE) sont exposés à l'un des polluants atmosphériques les plus nocifs, selon l'Organisation Mondiale de la santé, qui a assuré que le niveau d'exposition est dangereux pour la santé.

La dernière étude de la qualité de l'air en Europe, publiée par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), devrait servir la Commission européenne dans sa politique européenne de la qualité de l'air et à l'Année de l'air de l'UE.

Une pollution accrue

Les véhicules, l'industrie, l'agriculture et les habitations contribuent à la pollution de l'air en Europe, malgré la diminution des rejets et la baisse de la concentration de certains polluants atmosphériques de ces dernières décennies. D'après l'étude, le problème de la pollution de l'air est loin d'être résolu, car deux polluants particuliers, les particules fines et l'ozone au niveau du sol, entraînent d'importants problèmes respiratoires, des maladies cardiovasculaires et des décès précoces.

Hans Bruyninckx, directeur exécutif de l'AEE a expliqué que la pollution de l'air est « nocive pour la santé de l'homme et pour les écosystèmes ». Selon les normes actuelles, « une grande partie de la population ne vit pas dans un environnement sain ». Ce dernier préconise que « pour s'engager sur la voie de la durabilité, l'Europe devra se montrer ambitieuse et aller plus loin que la législation en cours ».

Une politique européenne qui s'intègre à celle qui devrait être fixée à Paris en 2015, lors de la grande conférence mondiale sur le climat. Janez Potočnik, commissaire européen à l'Environnement, a indiqué que « la qualité de l'air est l'une des principales préoccupations de nombreux citoyens. Des enquêtes révèlent qu'une large majorité d'Européens a parfaitement conscience de l'impact de la qualité de l'air sur la santé, et réclame des autorités publiques qu'elles agissent aux niveaux européen, national et local, même en période d'austérité et de crise ». Ce dernier s'est dit prêt « à répondre à ces préoccupations au travers de la révision prochaine de la politique de qualité de l'air par la Commission ».

D'importantes expositions

Selon l'AEE, entre 2009 et 2011, jusqu'à 96 % des citoyens ont été exposés à des niveaux de concentrations en particules fines (PM2.5) supérieurs aux seuils définis par l'OMS. Et jusqu'à 98 % ont été exposés à des niveaux d'ozone (O3) supérieurs aux seuils indiqués par l'organisation.

Le rapport révèle que la pollution excessive « n'est pas l'apanage des villes, certaines zones rurales présentant aussi des niveaux élevés ». En dépit de ces chiffres alarmants, l'AEE met en avant les « succès » enregistrés dans le domaine de la réduction des émissions de polluants atmosphériques. L'agence cite la diminution des émissions de dioxyde de soufre des centrales électriques, de l'industrie et des transports au

cours des dix dernières années. Celles-ci ont limité le risque d'exposition.

De plus, la suppression de l'essence au plomb a contribué à réduire la concentration atmosphérique de ce polluant. Au-delà des aspects médicaux, le rapport met en évidence les problèmes environnementaux tels que l'eutrophisation, qui un phénomène lié à un excès d'azote nutritif, qui endommage les écosystèmes et menace la biodiversité. L'eutrophisation reste un problème répandu qui touche la plupart des écosystèmes européens et nécessité des mesures supplémentaires de réduction des émissions d'azote sont nécessaires.

Céline Tabou



Embouteillage sur le Boulevard Nord de Saint-Denis, un problème que la route en mer ne règlera pas. Cette source de pollution provoque des maladies très graves.

Ebola, État islamique et Russie

Barack Obama fixé trois axes pour la Planète

Barack Obama a axé son discours, mercredi 24 septembre, lors de la 69^e session de l'Assemblée générale de l'Onu, sur les principales menaces actuelles dans le monde, en citant le virus Ebola, l'"agression" de la Russie en Europe et l'offensive des djihadistes en Syrie et en Irak.

Trois axes majeurs pour le président américain qui a évoqué « le virus Ebola sévit en Afrique de l'Ouest (...), l'agression russe en Europe rappelle une époque où les grandes nations piétinaient les petites à la poursuite de leurs propres ambitions territoriales, et la cruauté des terroristes en Syrie et en Irak nous pousse à scruter le cœur des ténèbres ».

Lutter contre le virus Ebola

Le président américain a plaidé : « Nous avons besoin de faire un effort plus ample pour enrayer une maladie qui pourrait tuer des centaines de milliers de personnes, infliger des souffrances horribles, déstabiliser des économies, et se déplacer rapidement au-delà des frontières ». Ce dernier a assuré que son État allait continuer à « mobiliser les autres pays pour qu'ils nous rejoignent en prenant des engagements concrets pour lutter contre cette épidémie, et améliorer la sécurité sanitaire mondiale à long terme ».

Barack Obama a également évoqué « les systèmes de santé publique en Afrique de l'Ouest (qui, NDLR) sont en train d'être submergés par l'épidémie d'Ebola qui risque aussi de s'étendre rapidement au-delà frontières ». Selon le dernier bilan publié par l'Organisation Mondiale de la Santé, arrêté au 6 septembre, le virus Ebola a fait 2.296 morts sur 4.293 cas confirmés, probables et suspects. L'OMS a dénombré 1.224 morts au Liberia, 555 en Guinée et 509 au Sierra Leone.

Eradiquer l'État Islamique

Barack Obama a appelé le monde « à joindre notre effort », deux jours après le début de la campagne aérienne lancée contre l'État islamique (EI) en Syrie. Son

objectif est d'éradiquer ce qu'il a appelé le « cancer du terrorisme au Moyen Orient ». Devant l'Assemblée générale de l'ONU, le président américain a fait de la lutte contre l'extrémisme la priorité de la planète. « Collectivement, nous devons prendre des mesures concrètes pour faire face aux dangers posés par des fanatique motivés par la religion », ajoutant que « les États-Unis sont prêts à travailler avec les autres nations pour démembrer ce réseau de la mort ».

Il a réaffirmé que son pays n'est pas le seul « dans le combat enclenché en Irak et en Syrie », tentant de convaincre les États qui hésitent à se joindre à la coalition établie contre l'EI. Barack Obama a salué l'adoption de la résolution visant à combattre le flux de combattants étrangers qui viennent nourrir les rangs des jihadistes. Le texte, présenté par la présidence américaine, demande à chaque État « d'empêcher le recrutement et les déplacements des individus se rendant à l'étranger avec l'intention de planifier ou de participer à des actions terroristes ». Les Américains veulent la mise en place « de lourdes sanctions pénales » et ont vivement dénoncé le financement des groupes extrémistes à travers le monde.

Malgré ce long plaidoyer, le chef de l'État américain n'a pas convaincu et levé les doutes sur l'implication de ses partenaires arabes qui n'ont pris qu'une faible part dans les attaques déclenchées lundi 22 septembre, et le soutien de ces actions par le président syrien Bachar al-Assad.

La Russie en ligne de mire

Après avoir dénoncé l'État islamique et inciter les pays à agir, le président américain a également dénoncé « l'agression » de la Russie en Europe. Ce dernier a assuré que « l'agression russe en Europe rappelle une époque où les grandes nations piétinaient les petites pour poursuivre des ambitions territoriales », lors de son allocution devant l'Assemblée générale de l'Onu, en présence du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Le président américain a promis que les sanctions occidentales contre la Russie seraient « levées » si Moscou choisissait « le chemin de la diplomatie et de la paix » en Ukraine. Pour ce dernier, « les actions russes en Ukraine défient l'ordre mondial », dénonçant l'annexion de la Crimée par Moscou et le soutien de la Russie des séparatistes pro-russes en Ukraine. Barack Obama s'est dit « prêt à reconnaître le rôle de la Russie pour résoudre les défis communs posés aux deux pays. C'est ce qu'ont fait les États-Unis et la Russie au cours des années passées, de la réduction de nos stocks d'armes nucléaires à la coopération pour détruire l'arsenal chimique syrien. C'est le type de coopération que nous sommes prêts à reprendre si la Russie change d'attitude », a-t-il dit.

Céline Tabou

Selon le dernier bilan publié par l'Organisation Mondiale de la Santé, arrêté au 6 septembre, le virus Ebola a fait 2.296 morts sur 4.293 cas confirmés, probables et suspects. L'OMS a dénombré 1.224 morts au Liberia, 555 en Guinée et 509 au Sierra Leone.

Billet philosophique**Pourquoi et comment « aller vers une indépendance d'esprit » ?**

Le vendredi 19 septembre dernier à Saint-Denis, lors d'un débat entre plusieurs responsables politiques et un professeur d'université organisé par l'association Section Réunion des Sciences Po, des idées fondamentales ont été émises pour changer notre société et préparer un avenir meilleur pour le peuple réunionnais. Le thème de ce débat était "La réforme territoriale, enjeux et perspectives" et une centaine de personnes, dont des lycéens de plusieurs communes qui préparent le concours aux études de Sciences Politiques grâce à cette association, ont participé à ces échanges. Quelles sont les idées essentielles à retenir de cette rencontre ?



Lors de cette conférence-débat, les lycéennes et lycéens ont eu des échanges chaleureux avec Paul Vergès.

Tout d'abord, il faut souligner le sens très important donné à ces études par le président de l'association, Abdoullah Lala, face à « une crise structurelle » que connaît le pays. Pour cet expert-comptable, commissaire aux comptes, expert judiciaire à la Cour d'Appel de Saint-Denis, enseignant à l'Université de La Réunion et responsable de Crowe Horwath, Fiduciaire des Mascareignes, il est important que « la réforme institutionnelle en débat nous donne les moyens du développement économique, social et culturel de La Réunion ».

À ce sujet, André Oraison, un Professeur des Universités qui fut enseignant en droit public à l'Université de La Réunion de 1967 à 2008, a souligné « l'aberration institutionnelle actuelle ». C'est pourquoi il a expliqué pourquoi et comment il faut réaliser au plus vite « la fusion de la région et du département de La Réunion » afin d'ouvrir « une troisième voie après celle

de la liberté en 1848 et celle de l'égalité en 1946 : celle de la responsabilité pour régler nous-mêmes les problèmes spécifiques de notre île, différents de ceux de la France ».

« La culture de l'irresponsabilité »

Voilà pourquoi, lors de son intervention, Paul Vergès a mis l'accent sur une idée essentielle à prendre en compte si l'on s'intéresse à l'avenir de La Réunion : « la marque de la colonisation française ici comme ailleurs est l'assimilation, avec une copie des institutions françaises sans tenir compte des spécificités réunionnaises ». Pour le sénateur communiste, « l'assimilation c'est la culture de l'irresponsabilité » et donc l'interdiction du peuple réunionnais d'exercer son pouvoir de décision sur tout ce qui concerne sa vie quotidienne.

Voilà la principale cause des graves problèmes du pays, comme l'apartheid social, la moitié des Réunionnais sous le seuil de pauvreté, une économie bâtie sur les inégalités de revenus, la violation des droits fondamentaux de la majorité de la population, plus de 100.000 illettrés, etc. Cela est aussi lié au fait que « les Réunionnais n'ont pas le droit de régler librement leurs problèmes avec leurs voisins de l'Indianocéanie », comme l'a souligné Paul Vergès.

« Réfléchir par soi-même »

Pour toutes ces raisons, il a invité le public à prendre conscience de l'importance de « sortir de l'assimilation pour aller vers une indépendance d'esprit » et de « réfléchir par soi-même » en tant que Réunionnais. Cette prise de conscience est d'autant plus importante que « la problématique socio-économique, culturelle, environnementale et politique spécifique de La Réunion n'est pas prise en compte par le projet actuel de réforme institutionnelle », a déclaré Paul Vergès.

Voilà qui confirme « le choix d'un avenir performant » préconisé par Abdoullah Lala avec la Fiduciaire des Mascareignes, lors de cette conférence-débat à laquelle ont également participé des représentants de la Région (Fabienne Couapel-Sauret) et du Département (Ibrahim Dindar). Et quand on voit chaque jour les dégâts de l'assimilation néocoloniale à La Réunion, on comprend à quel point il est vital de voir ensemble pourquoi et comment notre devoir est d'« aller vers une indépendance d'esprit ».

Roger Orlu

Oté

Sa lé bon a savoir, non ?

Zot i koné Cuba ? Sa sé in il konm nou mèm mé an pli gran épi li lé la-ba dann bannzil Karayib. Zot i koné osi sa in péi révolisyonèr, zordi son prézi-dan sé Raoul Castro, Fidèl, son frèr, lé fine fatigé. Problèm Cuba, dopi in paké d'zané l'amérik i fé tout pou blok son dévlopman é tout péi i vé komèrs avèk li i gingn lo kou avèk bann z'amérikain, mé ziska zordi lo péi i tienbo i larg pa. Ni koné pa ziskakan, mé sak ni koné sé ké dsi désèrtin poin lo péi la bien avansé épi dsi d'ot li lé dan la kriz... Dann l'agrikiltir nana la kriz é in bonpé la tèr la fine abandoné é in plant parazit, lo Malibu, la kapar in bonpé bone tèr.

Malibu, kosa i fé èk sa ? Défrishé, ou i pèrd out tan... déyèr ou lo bann buison zépine i arpous. Dizon lé konm zèrb jiraf i pous kolimason, sin-Lé, Ala sak gouvèrnman la pansé : fé plizyèr l'izine léstrésité, pa avèk pétrol, pa avèk sharbon mé avèk lo bio-mas. Biomas dé koué ? Sé la k'i intèrès anou : biomas kann donk la bagas, épi biomas malibu dann l'intèrkoup. Banna i prévoi fé in trantène l'izine konmsa kosté ansanm bann lisine i fé dsik... Ala in bone idé ! Mé pou fé sa, i fo demoun nana la klé pou fé, donk nana lo brové pou fé sa, épi konm i di souvan la téknoloji... Par l'fèt zot i rapèl kosa la réjyon l'avé propoz pou fé Boi-Rouj épi lo Gol, dann tan Paul Vergès ? L'avé propoz in n'afèr konmsa : bagas épi biomas bann plantasion La Rényon. Zot i koné osi dopi 2010, sharbon la sort par la port épi la arrant par la fènète. Mi di sa zis pou pa ni obliy sak l'ariv anou.

Donk l'antropriz i doi vni ède azot fé l'afèr sé in l'antropriz zanglé Havana Energy épi in l'antropriz Cuba i sava fé tousala ansanm, la min dan la min. Dann kèl bi ? Dabor pou évit gaspiy tro pétrol i sort Venezuèla, épi gouvèrné sé prévoi donk i vo myé an avoir son l'otonomi dann in n'afèr inportan konm l'énèrji. Arzout ankòr èk sa, lé profèrab an avoir in l'énèrji prop plito k'in l'énèrji sal. Sa lé bon a savoir non ?

J.B.

NB In kozman pou la rout : "La vitès na son tan !". I pé di osi, « i fo pa konfonn la vitès avèk la présipitasion ». Ou i pé alé vit, mé i fo pran prékosyon... Na in dalon la di amoin konmsa dan la fizik osi la vitès na son tan, é son tan lé an rapor avèk l'aksélérasyon. Mi arète tèrla, mé mi èspèr zot va fé travay zot koko. La matyèr griz i domann arienk pou travay.